

Dans ce texte, Ilan Pappé analyse la difficulté croissante de légitimation de la logique d'extermination et de déshumanisation inhérente au colonialisme de peuplement mis en œuvre par le projet sioniste. Il la situe dans le cadre de la crise interne de la société israélienne et conclut à la fin de ce projet en tant qu'il s'incarne dans un État juif qui se veut à la fois démocratique et colonisateur. Mais la fin de ce projet est aussi un moment de danger maximal, qui voit se combiner [une guerre génocidaire à Gaza](#) et une escalade de violence en Cisjordanie. Face à cette catastrophe, l'auteur en appelle à l'élaboration de visions alternatives pour l'avenir de la Palestine, différentes du modèle occidental d'État-nation.

Le sionisme comme colonialisme de peuplement

L'idée que le sionisme est un colonialisme de peuplement n'est pas nouvelle. Dans les années 1960, les universitaires palestiniens qui travaillaient à Beyrouth au centre de recherche de l'OLP avaient déjà compris que ce à quoi ils étaient confrontés en Palestine n'était pas un projet colonial classique. Ils ne considéraient pas Israël comme une simple colonie britannique ou américaine, mais comme un phénomène existant dans d'autres parties du monde, défini comme un colonialisme de peuplement.

Il est intéressant de noter que pendant 20 à 30 ans, la notion de sionisme en tant que colonialisme de peuplement a disparu du discours politique et universitaire. Elle est réapparue lorsque des universitaires d'autres régions du monde, notamment d'Afrique du Sud, d'Australie et d'Amérique du Nord, ont reconnu que le sionisme était un phénomène similaire au mouvement des Européens qui ont créé les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Cette idée nous aide à mieux comprendre la nature du projet sioniste en Palestine depuis la fin du 19^e siècle jusqu'à aujourd'hui, et nous donne une idée de ce à quoi il faut s'attendre à l'avenir.

Je pense que cette idée particulière des années 1990, qui reliait si clairement les actions des colons européens, en particulier dans des endroits tels que l'Amérique du Nord et l'Australie, aux actions des colons venus en Palestine à la fin du 19^e siècle, a permis d'élucider clairement les intentions des colons juifs qui ont colonisé la Palestine et la nature de la résistance palestinienne locale à cette colonisation. Les colons ont suivi la logique la plus importante adoptée par les mouvements coloniaux, à savoir que pour créer une communauté coloniale réussie en dehors de l'Europe, il faut éliminer les indigènes du pays où l'on s'est installé. Cela signifie que la résistance indigène à cette logique était une lutte contre l'élimination, et pas seulement une libération. Ce point est important si l'on pense à l'opération du Hamas et aux autres opérations de résistance palestinienne depuis 1948.

Les colons eux-mêmes, comme c'est le cas de nombreux Européens venus en Amérique du Nord, en Amérique centrale ou en Australie, étaient des réfugiés et des victimes de persécutions. Certains d'entre eux étaient moins malchanceux et cherchaient simplement une vie meilleure et de meilleures opportunités. Mais la plupart d'entre eux étaient des parias en Europe et cherchaient à créer une Europe dans un autre endroit, une nouvelle Europe, au lieu de l'Europe qui ne voulait pas d'eux. Dans la plupart des cas, ils ont choisi un endroit où quelqu'un d'autre vivait déjà, les peuples indigènes. Ainsi, le noyau le plus important parmi eux était constitué par leurs dirigeants et idéologues, qui ont fourni des justifications religieuses et culturelles à la colonisation de la terre d'autrui.

On peut ajouter à cela la nécessité de s'appuyer sur un empire pour commencer la colonisation et la maintenir, même si, à l'époque, les colons se sont rebellés contre l'empire qui les avait aidés et ont exigé et obtenu l'indépendance, qu'ils ont souvent obtenue et ont ensuite renouvelé leur alliance avec l'empire. La relation anglo-sioniste qui s'est transformée en alliance anglo-israélienne en est un exemple.

L'idée que l'on peut expulser par la force les habitants du pays que l'on veut est probablement plus compréhensible - et non justifiée - dans le contexte des 16^e, 17^e, et 18^e siècles, parce qu'elle allait de pair avec une approbation totale de l'impérialisme et du colonialisme. Elle a été alimentée par la déshumanisation commune des autres peuples non occidentaux et non européens. Si vous déshumanisez les gens, vous pouvez plus facilement les éliminer.

La particularité du sionisme en tant que mouvement colonial de peuplement est qu'il est apparu sur la scène internationale à une époque où, partout dans le monde, on commençait à s'interroger sur le droit de supprimer les peuples indigènes, d'éliminer les indigènes et les peuples autochtones, et de ne pas se préoccuper de leurs droits. Nous pouvons donc comprendre les efforts et l'énergie déployés par les sionistes et, plus tard, par l'État d'Israël pour tenter de dissimuler le véritable objectif d'un mouvement de colonisation tel que le sionisme, à savoir l'élimination de la population autochtone.

Une extermination désormais sans fard. Pourquoi ?

Mais aujourd'hui, à Gaza, ils éliminent la population autochtone sous nos yeux, alors comment se fait-il qu'ils aient presque abandonné 75 ans de tentatives de dissimuler leurs politiques d'élimination ? Pour comprendre cela, nous devons apprécier la transformation de la nature du sionisme en Palestine au fil des ans.

Aux premiers stades du projet colonial sioniste, ses dirigeants menaient leurs politiques d'élimination avec une véritable tentative de résoudre la quadrature du cercle en prétendant qu'il était possible de construire une démocratie tout en éliminant la population autochtone. Le désir d'appartenir à la communauté des nations civilisées était très fort et les dirigeants ont supposé, en particulier après l'Holocauste, que les politiques d'élimination n'excluraient pas Israël de cette association.

Pour résoudre cette quadrature du cercle, les dirigeants ont insisté sur le fait que leurs actions d'élimination contre les Palestiniens constituaient des « représailles » ou une « réponse » aux actions palestiniennes. Mais très vite, lorsque ces dirigeants ont voulu passer à des actions d'élimination plus substantielles, ils ont abandonné le faux prétexte des « représailles » et ont simplement cessé de justifier ce qu'ils faisaient.

À cet égard, il existe une corrélation entre la manière dont le nettoyage ethnique s'est déroulé en 1948 et les opérations menées par Israël à Gaza aujourd'hui. En 1948, les dirigeants ont justifié chaque massacre commis, y compris le tristement célèbre massacre de Deir Yassine le 9 avril [de cette année 1948], comme une réaction à une action palestinienne : il pouvait s'agir de jeter des pierres sur un bus ou d'attaquer une colonie juive, mais cela devait être présenté à l'intérieur et à l'extérieur comme quelque chose qui ne sort pas de nulle part, comme de l'autodéfense. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'armée israélienne s'appelle « Forces de défense israéliennes ». Mais parce qu'il s'agit d'un

Les forces sionistes ont commencé le nettoyage ethnique pendant la Nakba en février 1948. Pendant un mois, toutes ces opérations ont été présentées comme des représailles à l'opposition palestinienne au plan de partage de l'ONU de novembre 1947. Le 10 mars 1948, les dirigeants sionistes cessent de parler de représailles et adoptent un plan directeur pour le nettoyage ethnique de la Palestine.

De mars 1948 à la fin de 1948, le nettoyage ethnique de la Palestine qui a conduit à l'expulsion de la moitié de la population palestinienne, à la destruction de la moitié de ses villages et à la désarabisation de la plupart de ses villes, a été réalisé dans le cadre d'un plan directeur systématique et intentionnel de nettoyage ethnique. De même, après l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en juin 1967, chaque fois qu'Israël a voulu changer fondamentalement la réalité ou s'engager dans une opération de nettoyage ethnique à grande échelle, il s'est passé de justification.

Nous assistons aujourd'hui à un schéma similaire. Au début, les actions ont été présentées comme des représailles à l'opération Déluge al-Aqsa, mais maintenant c'est l'offensive appelée « épée de guerre » qui vise à ramener Gaza sous le contrôle direct d'Israël, mais en nettoyant ethniquement sa population par une campagne de génocide.

La grande question est de savoir pourquoi les hommes politiques, les journalistes et les universitaires occidentaux sont tombés dans le même piège qu'en 1948. Comment peuvent-ils encore aujourd'hui adhérer à l'idée qu'Israël se défend dans la bande de Gaza ? Qu'il réagit aux actions du 7 octobre ? Ou peut-être ne tombent-ils pas dans le piège. Ils savent peut-être que ce qu'Israël fait à Gaza utilise le 7 octobre comme prétexte.

Quoi qu'il en soit, jusqu'à présent, la revendication d'un prétexte par Israël chaque fois qu'il agresse les Palestiniens a aidé cet État à maintenir le bouclier d'immunité qui lui a permis de poursuivre ses politiques criminelles sans craindre de réaction significative de la part de la communauté internationale. Le prétexte a contribué à accentuer l'image d'Israël comme faisant partie du monde démocratique et occidental, et donc à l'abri de toute condamnation et de toute sanction. Tout ce discours sur la « défense » et les « représailles » est important pour le bouclier immunitaire dont Israël bénéficie de la part des gouvernements du Nord.

Mais comme en 1948, aujourd'hui encore, Israël poursuit son opération, se passe de prétexte, et c'est à ce moment-là que même ses plus grands soutiens éprouvent des difficultés à approuver ses politiques. L'ampleur des destructions, des massacres à Gaza, du génocide, est telle que les Israéliens ont de plus en plus de mal à se persuader eux-mêmes que ce qu'ils font est en fait de l'autodéfense ou de la réaction. Il est donc possible qu'à l'avenir, de plus en plus de gens aient du mal à accepter cette explication israélienne du génocide à Gaza.

Pour la plupart des gens, il est clair que ce qu'il faut, c'est un contexte et non un prétexte. Historiquement et idéologiquement, il est très clair que le 7 octobre est utilisé comme prétexte pour achever ce que le mouvement sioniste n'a pas pu achever en 1948.

En 1948, le mouvement de colonisation sioniste a utilisé un ensemble particulier de circonstances historiques que j'ai décrites en détail dans mon livre [Le nettoyage ethnique de la Palestine](#), afin d'expulser la moitié de la population de la Palestine. Comme je l'ai dit, au cours de ce processus, ils ont détruit la moitié des villages palestiniens, démoli la

plupart des villes palestiniennes, et pourtant la moitié des Palestiniens sont restés à l'intérieur de la Palestine. Les Palestiniens qui sont devenus des réfugiés en dehors des frontières de la Palestine ont poursuivi la résistance. De ce fait, l'idéal colonial des colons d'éliminer les autochtones n'a pas été atteint et, progressivement, Israël a utilisé tout son pouvoir – de 1948 à aujourd'hui – pour poursuivre l'élimination des autochtones.

De son début à son achèvement, l'élimination de l'autochtone ne se limite pas à une opération militaire consistant à occuper un lieu, à massacrer des gens ou à les expulser. L'élimination doit être justifiée ou devenir une inertie et le moyen d'y parvenir est la déshumanisation constante de ceux que vous avez l'intention d'éliminer. On ne peut pas tuer massivement des gens ou commettre un génocide contre un autre groupe humain sans le déshumaniser. Ainsi, la déshumanisation des Palestiniens est un message explicite et implicite transmis aux Juifs israéliens par le biais de leur système éducatif, de leur système de socialisation dans l'armée, des médias et du discours politique. Ce message doit être transmis et maintenu si l'on veut que l'élimination soit complète.

L'échec du projet sioniste

Nous assistons donc à une nouvelle tentative particulièrement cruelle d'achever l'élimination. Et pourtant, tout n'est pas désespéré. En fait, ironiquement, cette destruction inhumaine de Gaza met en évidence l'échec du projet colonial du sionisme. Cela peut sembler absurde, car je décris un conflit entre un petit mouvement de résistance, le mouvement de libération palestinien, et un État puissant doté d'une machine militaire et d'une infrastructure idéologique qui se concentre uniquement sur la destruction du peuple autochtone de Palestine.

Ce mouvement de libération n'a pas d'alliance forte derrière lui, alors que l'État auquel il est confronté bénéficie d'une alliance puissante – des États-Unis aux multinationales, en passant par les sociétés de sécurité de l'industrie militaire, les médias et les universités *mainstream*. Nous parlons de quelque chose qui semble presque désespéré et déprimant parce qu'en face il y a cette immunité internationale pour les politiques d'élimination qui commencent dès les premiers stades du sionisme et se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Ce sera probablement le pire chapitre de la tentative israélienne de pousser les politiques d'élimination à un niveau inédit, dans un effort beaucoup plus concentré de tuer des milliers de personnes en peu de temps, comme ils n'ont jamais osé le faire auparavant.

Alors comment cela peut-il être aussi un moment d'espoir ? Tout d'abord, ce type d'entité politique, d'État, qui doit maintenir la déshumanisation des Palestiniens afin de justifier leur élimination est une base très fragile si l'on se projette dans un avenir plus lointain. Cette faiblesse structurelle était déjà apparente avant le 7 octobre et une partie de cette faiblesse réside dans le fait que si l'on exclut le projet d'élimination, il y a très peu de choses qui unissent le groupe de personnes qui se définissent comme la « nation juive » en Israël.

Si l'on exclut la nécessité de combattre et d'éliminer les Palestiniens, on se retrouve avec deux camps juifs en guerre, que nous avons vus s'affronter dans les rues de Tel-Aviv et de Jérusalem jusqu'au 6 octobre 2023. D'immenses manifestations ont opposé des juifs laïques, celles et ceux qui se décrivent comme tels – pour la plupart d'origine européenne –

qui croient qu'il est possible de créer un État démocratique pluraliste tout en maintenant l'occupation et l'apartheid à l'égard des Palestiniens à l'intérieur d'Israël -, à un nouveau type de sionisme messianique qui s'est développé dans les colonies juives de Cisjordanie, ce que j'ai appelé ailleurs l'État de Judée, qui est soudainement apparu parmi nous, croyant qu'ils ont maintenant un moyen de créer une sorte de théocratie sioniste sans aucune considération pour la démocratie, et croyant que c'est la seule vision d'un futur État juif.

Il n'y a rien de commun entre ces deux visions à part une chose : les deux camps se moquent des Palestiniens, les deux camps croient que la survie d'Israël dépend de la poursuite des politiques d'élimination à l'égard des Palestiniens. Cela ne tiendra pas la route. Il va se désintégrer et implorer de l'intérieur parce qu'il est impossible, au 21^e siècle, de maintenir un État et une société sur la base d'un sentiment d'appartenance commun qui fait partie d'un projet génocidaire d'élimination. Cela peut certainement fonctionner pour certains, mais pas pour toutes.

Nous en avons déjà vu les signes avant le 7 octobre, lorsque des Israéliens qui ont des opportunités dans d'autres parties du monde en raison de leur double nationalité, de leurs professions et de leurs capacités financières, envisagent sérieusement de délocaliser leur argent et leur personne en dehors de l'État d'Israël. Ce qui restera, c'est une société économiquement faible, dirigée par ce type de fusion entre le sionisme messianique, le racisme et les politiques d'élimination des Palestiniens.

Oui, au début, l'équilibre des forces est du côté de l'élimination et non des victimes de l'élimination, mais l'équilibre des forces n'est pas seulement local, il est régional et international, et plus les politiques d'élimination sont oppressives (c'est terrible à dire mais c'est vrai), moins elles peuvent être couvertes comme une « réponse » ou des « représailles » et plus elles sont perçues comme une politique de génocide brutal. Il est donc moins probable que l'immunité dont jouit Israël aujourd'hui se poursuive à l'avenir.

Je pense donc qu'en ce moment très sombre, ce que nous vivons - et c'est un moment sombre parce que l'élimination des Palestiniens est passée à un niveau supérieur - est sans précédent. En termes de discours employé par Israël, d'intensité et d'objectif des politiques d'élimination, il n'y a pas eu une telle période auparavant dans l'histoire, c'est une nouvelle phase de la brutalité contre les Palestiniens. Même la Nakba, qui a été une catastrophe inimaginable, n'est pas comparable à ce que nous voyons aujourd'hui et à ce que nous allons voir dans les prochains mois. Je pense que nous sommes dans les trois premiers mois d'une période de deux ans qui verra les pires horreurs qu'Israël puisse infliger aux Palestiniens.

Mais même dans ce moment sombre, nous devrions comprendre que les projets coloniaux qui se désintègrent utilisent toujours les pires moyens pour tenter de sauver leur projet. C'est ce qui s'est passé en Afrique du Sud et au Sud-Vietnam. Je ne dis pas cela comme un vœu pieux, ni comme un activiste politique : je le dis en tant que spécialiste d'Israël et de la Palestine, avec toute la confiance que m'inspirent mes qualifications scientifiques. Sur la base d'un examen professionnel sérieux, j'affirme que nous assistons à la fin du projet sioniste, cela ne fait aucun doute.

Ce projet historique est arrivé à son terme et c'est un terme violent - de tels projets s'effondrent généralement de manière violente. C'est donc un moment très dangereux pour les victimes de ce projet, et les victimes sont toujours les Palestiniens ainsi que les Juifs, parce que les Juifs sont également victimes du sionisme. Ainsi, le processus d'effondrement n'est pas seulement un moment d'espoir, c'est aussi l'aube qui se lève

après l'obscurité, c'est la lumière au bout du tunnel.

Un tel effondrement produit cependant un vide. Le vide apparaît soudainement ; c'est comme un mur qui s'érode lentement en se fissurant, mais qui s'effondre en un court instant. Et il faut être prêt pour de tels effondrements, pour la disparition d'un État ou la désintégration d'un projet de colonisation. Nous avons vu ce qui s'est passé dans le monde arabe, lorsque le chaos du vide n'a pas été comblé par un projet constructif et alternatif ; dans ce cas, le chaos continue.

Une chose est claire : quiconque réfléchit à l'alternative à l'État sioniste ne doit pas chercher en Europe ou en Occident des modèles susceptibles de remplacer l'État qui s'effondre. Il existe de bien meilleurs modèles locaux, hérités du passé récent et plus lointain du Machrek (la Méditerranée orientale) et du monde arabe dans son ensemble. La longue période ottomane possède de tels modèles et héritages qui peuvent nous aider à tirer des idées du passé pour envisager l'avenir.

Ces modèles peuvent nous aider à construire un type de société très différent qui respecte les identités collectives ainsi que les droits individuels, et qui est construit à partir de zéro comme un nouveau type de modèle qui bénéficie de l'apprentissage des erreurs de la décolonisation dans de nombreuses parties du monde, y compris dans le monde arabe et en Afrique. Il faut espérer que cela créera un nouveau type d'entité politique qui aura un impact énorme et positif sur le monde arabe dans son ensemble.

*

Ilan Pappé est un historien israélien antisioniste, professeur à l'Université d'Exeter, directeur du Centre européen pour les études palestiniennes, et un soutien de la lutte de libération du peuple palestinien. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels [Les dix légendes structurantes d'Israël](#) (Paris, Nuits Rouges, 2022) et [Le nettoyage ethnique de la Palestine \(nouvelle édition à paraître en mai aux éditions La fabrique\)](#).

Ce texte a initialement été publié [ici](#) le 1er février 2024 et repris en français sur le site [Znet](#). Traduction révisée et intertitres de *Contretemps*.